

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALDOIE MICA SAS

9 avenue Georges Charpentier
90300 VALDOIE

Références : UID257090/SPR/MV/ST 2023 - 0105E
Code AIOT : 0012400003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement VALDOIE MICA SAS implanté 9 avenue Georges Charpentier 90300 VALDOIE. L'inspection a été annoncée le 22/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Cette visite a été l'occasion de faire un point par rapport à la précédente inspection qui n'a pas pu faire l'objet d'un rapport.

En effet, l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 30/09/2022 dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil « crise » le 10 août 2022. Effectivement, la situation hydrologique et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre l'arrêté préfectoral n°90-2022-08-10-00001 du 10 août 2022 portant restrictions provisoire des usages de l'eau : niveau crise, pour le sous-bassin de l'Allan pour l'ensemble du département du Territoire de Belfort.

Les constats effectués lors de la visite du 30/09/2022 n'ayant pas fait l'objet d'un rapport sont synthétisés ci-dessous :

- le site a été à l'arrêt durant les congés programmés semaine 31, 32 et 33. La reprise programmée le 22 août n'a pas pu avoir lieu du fait du faible débit de la Savoureuse. Les activités n'ont pu reprendre que le 26 septembre;
 - l'exploitant effectue un suivi quotidien du débit de la Savoureuse, les éléments sont reportés sur un fichier Excel;
 - le personnel a été sensibilisé aux enjeux de la sécheresse et aux actions à mettre en place;
- Aucune non-conformité n'a été relevée pour les prescriptions relatives à la sécheresse qui ont été contrôlées.

La visite d'inspection a également permis de faire un point sur la situation administrative et notamment le projet d'arrêté préfectoral codificatif.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALDOIE MICA SAS
- 9 avenue Georges Charpentier 90300 VALDOIE
- Code AIOT : 0012400003
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valdoie Mica SAS est spécialisée dans la fabrication de papier mica obtenu à la suite de deux étapes principales :

- la fabrication de la « pulpe » de mica (nom donné à la suspension dans l'eau de paillettes de mica de dimension inférieure à 2 mm et d'épaisseur comprise entre 10 et 100 microns) ;
- la fabrication du papier mica sans liant, conditionné en bobines.

1000 tonnes de papier à base de mica sont fabriquées par an pour l'isolation thermique et électrique, destinées au client exclusif VonRoll en Suisse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque accidentel
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 71.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 71.2	/	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 71.4	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 72.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.3.2	/	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Contrôle de la production de déchets	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 5.1.2	/	Sans objet
9	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1	/	Sans objet
10	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté le jour de la visite que l'exploitant ne dispose pas d'un plan des stockages ni des zones de risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection un plan général des ateliers en date du 01/09/2021 ainsi qu'un plan des réseaux avec les lignes de production en date du 13 janvier 2012. En revanche celui-ci ne dispose pas d'un plan des stockages ni des zones de risques. L'exploitant doit un délai d'un mois transmettre, à l'inspection des installations classées, le plan des stockages ainsi que des zones de risques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier Excel indiquant la liste des produits dangereux détenus par atelier et par type d'utilisation. Ce fichier indique le type de produit, le conditionnement, l'usage, le fournisseur, la marque et dispose d'un lien renvoyant vers les fiches de données de sécurité. La quantité des produits dangereux détenus est gérée au niveau du système informatique de l'inventaire. A titre d'exemple le jour de la visite, 2100 kg d'acide sulfurique et 22050 kg de bicarbonate de soude étaient présents sur le site. Il a été réalisé par échantillonnage à l'analyse de fiches de données et sécurité notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'acide sulfurique- l'acide chlorhydrique- le Dynam SP- Renolin Les informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours via des documents informatisés et papiers. En lien avec le constat précédent, le plan général des stockages devra être annexé au registre des produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations. Une clôture grillagée d'une hauteur minimale de 1,5 mètres entoure l'établissement. En dehors des heures de présence du personnel, les bâtiments sont fermés et tous les accès aux installations sont ainsi condamnés.
Constats : Il a pu être constaté le jour de la visite que le site est bien entouré par une clôture d'une hauteur minimale de 1,5 mètres à l'exception de la zone de pompage qui est inaccessible du fait de la présence de la rivière en contre bas, à ce niveau là des barrières de sécurité sont présentes. Un système de gardiennage et de surveillance est également mis en place en dehors des heures de présence du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 permettant de fournir un débit cumulé d'eau de 180 m³/h et implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier auprès du préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; <ul style="list-style-type: none">- de RIA répartis à l'intérieur des bâtiments (au moins 2 dans le magasin de stockage et 5 dans le bâtiment abritant le laboratoire et les installations de fabrication de la pulpe de mica et les machines à papier) ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Il a pu être constaté le jour de la visite, la présence de plan des locaux affichés à chaque entrée des bâtiments. Le site dispose d'un poteau incendie sur son emprise, qui a été vérifié le 4 mars 2022 par la société Caron Sécurité, ainsi que de deux poteaux localisés le long de la rue Georges Charpentier. Concernant les RIA, il a pu être vérifié la présence de 2 RIA dans le magasin de stockage et de 5 RIA dans le bâtiment de fabrication. L'exploitant dispose également de 77 extincteurs répartis sur tout le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite le rapport de vérification des installations électriques APAVE en date du 13/06/2022 ainsi que le rapport Q18 en date du 08/06/2022 indiquant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Il a également présenté le rapport Q19 en date du 14/03/2022 par thermographie infrarouge faisant état d'une anomalie de priorité 1 « deux résistances sur bornier » pouvant entraîner un risque d'incendie.</p> <p>Une fiche d'intervention n°FI-2203-0029 a été réalisée le jour même pour demander une intervention sous 48 heures, l'intervention a été effectuée le 16/03/2022 et est consignée dans le document RI-202203-0052.</p> <p>Les cellules haute tension ont également fait l'objet d'une vérification par la société ENEDIS LE 08/08/2022 et EIMI le 30/08/2022, les rapports ne font pas apparaître d'anomalie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un fichier Excel permettant de suivre la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Le poteau incendie présent sur l'emprise du site a fait l'objet d'une vérification le 4 mars 2022 ne faisant pas apparaître d'anomalie.</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés par la société Caron Sécurité, les certificats Q4 et APSAD R4 en date du 28/02/2022 ont été présentés le jour de l'inspection. Ils indiquent que l'installation est conforme.</p> <p>Concernant, les RIA ceux-ci ont été vérifiés le 4 mars 2022 et deux interventions ont été effectuées pour corriger les anomalies relevées. Les PV de travaux en date du 20 mai 2022 et du 19 août 2022, attestant de la bonne réalisation des mesures correctives ont été présentés.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de vérification en date du 7 mars 2022 atteste du bon fonctionnement du système de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de la production de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la production de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : - la date de l'expédition du déchet; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement); - la quantité du déchet sortant; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite, la déclaration annuelle de déchets 2021 mentionnant notamment : <ul style="list-style-type: none">- 0,041 tonnes de solides souillés divers dangereux (code déchet 15 01 10*)- 0,091 tonnes de matériels souillés (code déchets 15 02 02*)- 0,006 tonnes d'aérosols vides (16 05 04*)- 3.16 tonnes d'eau mélangées à des hydrocarbures provenant des séparateurs (code déchet 13 05 07*) <p>Ces éléments ont également été renseignés dans GEREP.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets avec le numéro du bordereau, la date d'enlèvement, la désignation du déchet, le code, la quantité, le code de traitement, le transporteur et la date de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition, n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Le réservoir d'acide sulfurique est soumis à cette disposition. De plus, le site dispose pour l'acide sulfurique d'une aire de dépotage spécifique avec rétention déportée.
Constats : Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de rétention sous tous les stockages liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols et plus particulièrement au niveau du réservoir d'acide sulfurique, qui dispose d'une aire de dépotage spécifique avec une rétention associée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on attend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès principal se fait au Nord-Est du site par un portail localisé au niveau de l'Avenue Charpentier (nommé également chemin Alexandre). Les services d'incendie et de secours disposent d'un second accès par un portail situé dans le coin sud-est le long du chemin Alexandre. [...]
Constats : Il a pu être constaté la présence d'un accès pour les services d'incendie et de secours au niveau de l'entrée principale ainsi que le long du chemin Alexandre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet